



Pour les services publics, la Fonction publique, l'emploi, les salaires, la retraite

Toutes et tous en grève et dans les manifestations, le jeudi 5 juin 2025 !

APPEL — MONTREUIL, LE 19 MAI 2025

SERVITEUR ZÉLÉ du libéralisme, Emmanuel Macron continue à opposer une fin de non-recevoir aux propositions et revendications des salarié·es.

Ainsi, lors d'une émission censée répondre aux « défis de la France », ce dernier aura opposé une fin de non-recevoir aux propositions et revendications portées par la CGT.

Et pourtant, le pays est à l'os et les conditions de travail et de vie du monde du travail ne cessent de se dégrader. Et pourtant, d'autres choix sont possibles !

Possibles et nécessaires :

- En imposant une autre appropriation des richesses produites par le monde du travail.
- En assurant à toutes et tous un droit à un travail qualifié et correctement rémunéré.
- En élaborant des lois de finances et de financement de la sécurité sociale assurant le financement des services publics, de la fonction publique, des systèmes de sécurité et de protection sociales,
- En mobilisant l'action publique pour garantir les droits et la satisfaction des besoins du salariat.

Les services publics, la fonction publique sont à l'os !

Dans le même temps, la désindustrialisation qui frappe le pays est toute aussi préoccupante avec la multiplication des fermetures d'entreprises, des délocalisations, des plans de licenciements que la CGT chiffre à plus de 400.

Là encore, l'action publique doit être mobilisée en actionnant différents leviers : ceux de la nationalisation, de l'agence de participation de l'État, de la commande publique, du contrôle des aides allouées aux entreprises, de politiques publiques au service de la mise en œuvre d'une nouvelle logique de développement articulant reconquête industrielle et transition écologique...

L'urgence est aux créations d'emplois. Dans la Fonction publique, l'UFSE CGT porte l'exigence d'un plan pluriannuel de recrutement de fonctionnaires partout où c'est nécessaire et de titularisation des contractuel·les.

L'urgence est à la mise en œuvre d'une autre politique salariale. Dans la Fonction publique, l'UFSE CGT porte l'exigence de l'augmentation immédiate et, a minima, de 10 % de la valeur du point d'indice, de son indexation sur l'inflation, de la refonte des grilles indiciaires, de l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes.

Il y a aussi besoin d'abroger tout jour de carence et de rétablir le versement à 100 % de la rémunération versée aux agent·es qui sont en congé maladie :

https://www.lespetitions.fr/petition/org/intersyndicale/maintien_remuneration_cmo

N'en déplaise à Emmanuel Macron, à celles et ceux qui gouvernent, aux organisations patronales, la retraite à 64 ans avec 43 annuités de travail pour une retraite à taux plein, c'est toujours NON !

La réduction du temps de travail tout au long de la vie avec les 32 heures, la retraite à 60 ans, le droit au départ anticipé pour les carrières longues et celles et ceux qui exercent des fonctions pénibles, c'est toujours OUI !

Et c'est finançable en créant des emplois, en augmentant les salaires dont les cotisations sociales, en imposant l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes !

**La CGT vous appelle le 5 juin,
à être toutes et tous en grève
et dans les manifestations organisées
sur l'ensemble du territoire**